



PRESTATIONS DE CONSEIL ET DEPOT DE DEMANDES DE BREVETS POUR L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°











MX22-033

SOMMAIRE

Titre 1 DISPOSITION PROPRES A L'ACCORD-CADRE	4
1. DÉFINITIONS	4
2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
2.1. Description des prestations	4
2.2. Intervenants	5
3. Structure et forme de l'accord-cadre	5
4. Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution	6
5. Montants de l'accord-cadre	6
6. Prix et conditions de paiement	7
6.1 Prix de l'accord-cadre	7
6.2 Conditions de paiements	8
7. Réalisation des prestations	10
7.1 Conditions de réalisation des prestations	10
7.2 Vérification des prestations	11
7.3 Développement durable	11
7.4 Autres stipulations	12
8. obligations du titulaire	13
8.1. Obligation de réponse aux marchés subséquents	13
8.2. Obligations courantes du titulaire	13
8.2 Obligations liées à la sécurité	15
9. PENALITES	17
9.1 Pénalités	17
9.2 Autres stipulations	17
10. FIN DU CONTRAT	18
TITRE 2 DISPOSITION PROPRES AUX MARCHES SUBSEQUENTS	20
1. DISPOSITIONS GENERALES DES MARCHES SUBSEQUENTS	20
1.1 Objet des marchés subséquents	20
1.2 Durée des marchés subséquents	20
1.3 Montant des marchés subséquents	20
1.4 Prix et règlement des marchés subséquents	20





1.5	Modalités d'exécution	21
1.6	Dispositions particulières pour le personnel du titulaire	22
2.	dispositions relatives a la PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS	23
2.1	Consultation des titulaires de l'accord-cadre.....	23
2.2	Modalité d'attribution des marchés subséquents :	23

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	PRESTATIONS DE CONSEIL ET DEPOT DE DEMANDES DE BREVETS POUR L'ECOLE POLYTECHNIQUE
	Acheteur	Ecole polytechnique
	Type de contrat	Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum multi-attributaire de services
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	Dans les locaux des titulaires ou à l'École polytechnique, route de Saclay, 91120 Palaiseau
	Durée	12 mois reconductible 3 fois
	Développement durable	Cf Article 7.3 du présent contrat
	Pénalités	Cf article 9 du présent contrat
	Variation des prix	Révisables (formule)
	Nature des prix	Unitaire

TITRE 1 DISPOSITION PROPRES A L'ACCORD-CADRE

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre multi-attributaire passé en marché subséquent (Article R2162-10 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Description des prestations

■ Objet de l'accord cadre :

L'accord-cadre porte sur les prestations suivantes : Prestations de conseil et dépôt de demandes de brevets pour l'Ecole polytechnique.

■ Lieu d'exécution :

Les prestations peuvent être exécutées dans les locaux des titulaires ou à l'École Polytechnique, route de Saclay, 91120 Palaiseau.

■ Pièces contractuelles :

L'accord-cadre est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières (BPU) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes (Partie A, B, C et D) ;
- les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- le CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021 ;
- Les marchés subséquents conclus dans le cadre du présent contrat ;
- l'offre technique du titulaire ;
- le(s) catalogue(s) du titulaire ou la liste des prestations non prévues au bordereau de prix unitaire

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **École polytechnique**, représenté par Laura Chaubard Présidente du conseil d'administration par intérim.

Adresse et coordonnées :

Direction des Achats
École polytechnique
Route de Saclay
Palaiseau
91128 Palaiseau
Téléphone : 0169333230

■ **Représentation des parties :**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire pour l'exécution de cet accord-cadre et des marchés subséquents dans le cas où la personne est différente. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations de cet accord-cadre mais également pour les marchés subséquents si cette personne est différente. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

■ **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ **Décomposition de la prestation et forme du contrat :**

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **marchés subséquents sans minimum et avec maximum** en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-7 à R2162-10 du Code de la commande publique.

La description des besoins des marchés subséquents, est précisée dans la lettre de la consultation ou le règlement de consultation de chaque marché subséquent.

Les dispositions spécifiques aux marchés subséquents sont indiquées au titre 2 du présent accord-cadre.

■ **Multi-attribution :**

Le présent accord-cadre est attribué à plusieurs fournisseurs conformément aux dispositions de l'article R2162-10 du code de la commande publique.

L'Ecole polytechnique organise une mise en concurrence à la survenance d'un besoin selon la procédure suivante :

- Pour chacun des marchés subséquents, l'acheteur consulte par écrit les titulaires ;
- L'acheteur fixe un délai suffisant pour la présentation des offres en tenant compte d'éléments tels que la complexité des prestations attendues ou le temps nécessaire à la transmission des offres ;
- Les offres sont proposées conformément aux caractéristiques fixées par le présent accord-cadre et les documents de la consultation propres au marché subséquent ;

- Le marché subséquent est attribué au titulaire de l'accord-cadre qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, sur la base des critères d'attribution définis dans le présent accord-cadre et précisé dans la lettre de consultation pour chaque marché subséquent.

Le présent accord-cadre prévoit que l'attribution de certains marchés subséquents ne donne pas lieu à remise en concurrence lorsqu'il apparaît que, pour des raisons techniques, ces marchés ne peuvent plus être confiés qu'à un opérateur économique déterminé. Tel est notamment le cas lorsque aucun produit, matériel ou service ne peut être substitué au produit, matériel ou service à acquérir et qu'un seul des titulaires est en mesure de le fournir.

Le présent accord-cadre est conclu avec 3 opérateurs économiques, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres et au maximum 4 opérateurs économiques, conformément à l'article R2162 du code de la commande publique.

Les titulaires de l'accord-cadre, ne peuvent prétendre à aucune indemnité d'attente ou de dédit avant le lancement de la procédure de mise en concurrence des marchés subséquents correspondants ou en l'absence de survenance du besoin.

Les titulaires de l'accord-cadre (et leurs cotraitants) sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis dans le cadre de l'accomplissement de leurs tâches.

4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAIS D'EXECUTION

■ Durée globale du contrat :

L'accord-cadre est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de la notification du contrat.

Le contrat est renouvelable 3 fois 12 mois, par tacite reconduction sans pouvoir excéder quatre ans. L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 3 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours, par courrier horodaté via la plateforme PLACE.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

Les marchés subséquents relatif au conseil et dépôt de brevet peuvent être conclus jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre.

■ Reconduction anticipée du contrat :

Si le montant maximum de la période de reconduction est atteint avant la fin de sa durée de validité, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée du contrat.

■ Délai d'exécution :

Les délais d'exécution des prestations sont indiqués dans le CCTP sur lesquels le titulaire s'engage.

5. MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu sans minimum avec un montant maximum fixé annuellement comme suit :

Période	Montants
Période initiale :	Sans minimum et avec maximum HT de 100 000 €
Reconduction 1 ^{ère} année :	Sans minimum et avec maximum HT de 150 000 €
Reconduction 2 ^{ème} année :	Sans minimum et avec maximum HT de 200 000 €
Reconduction 3 ^{ème} année :	Sans minimum et avec maximum HT de 300 000 €

6. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

6.1 Prix de l'accord-cadre

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont des prix **unitaires** indiqués à l'annexe financière (BPU).

■ Variation des prix :

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La formule de variation utilisée est $P = P_o \times (0.15 + 0.85 \times (I_m/I_o))$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P_o = prix initial

I_o = valeur de l'index au mois Mo

I_m = valeur de l'index pour le mois de référence

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

L'index utilisée pour le calcul est l'index **SYNTEC**.

Il est consultable sur : <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé **annuellement** à la date d'anniversaire de signature de l'accord-cadre.

Les prix figurant dans le(s) catalogue(s) de prix complémentaires ou dans la liste des prestations sont révisables par ajustement en fonction de l'évolution du tarif public utilisé par le titulaire pour l'ensemble de sa clientèle, en lui affectant le cas échéant les remises consenties.

Le Titulaire s'engage alors à adresser au Pouvoir adjudicateur tous documents nécessaires à l'établissement de la commande et permettant de servir de justificatifs à l'appui de la facture correspondante.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat, tel que prévue à l'article II.1.3 du CCTP ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

De plus, la prestation prévue à l'article II du CCTP consistant à remettre un état complet et détaillé des opérations gérées par le titulaire mais aussi des frais engagés par trimestre ou par année ou de façon historique par dossier se fait sans surcoût.

Concernant l'article II.2 du CCTP relatif à la récupération des familles existantes de brevet, cette prestation se fait à titre gracieux par le titulaire du marché.

■ Initiative du calcul de la variation des prix :

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par les titulaires. Ces derniers produisent les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont

présentées en incluant l'effet de la variation des prix.

Les titulaires s'engagent, sous peine de forclusion, à notifier par mail avec accusé réception, leur nouveaux tarifs ou barème avec un préavis de 2 mois minimum avant la révision. A défaut, les tarifs des catalogues ou de la liste de pièces détachées et de l'annexe financière en cours, restent en vigueur jusqu'à la prochaine révision.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

■ **Catalogue/Grille tarifaire :**

Toutes les prestations non prévues par le présent marché devront faire l'objet d'un devis au cas par cas. Le titulaire doit fournir dans son offre la grille tarifaire ou le catalogue sur lesquels il se basera pour évaluer le prix des prestations non prévues au présent marché.

Les prestations non prévues au BPU comprennent notamment : le dépôt de continuation, continuation in part, les demandes de RCE, les procédures d'appel, les requêtes en examen préliminaire international, le dépôt de demandes dans des pays non listés au présent marché et toutes les opérations en découlant, etc.

Le recours au catalogue et à la grille tarifaire du titulaire ou encore à l'établissement d'un devis est possible dans les conditions suivantes :

- le bénéficiaire se reporte en priorité au catalogue du titulaire. Dans ce cas, le prix des prestations du catalogue correspond au tarif public du titulaire.
- à défaut de satisfaction de son besoin dans le catalogue, le bénéficiaire peut demander l'établissement d'un devis ;
- ce recours ne représente pas un bouleversement de l'économie du marché d'une importance telle que cette modification remettrait en cause les conditions de la mise en concurrence ;
- les prestations sur devis ne dépassent pas un montant égal à 10% du montant total facturé au titre de l'accord cadre (montant exécuté à la date de signature du bon de commande relatif aux prestations sur devis sur l'ensemble des consommations de l'accord-cadre). Ce devis détaille les honoraires du personnel du Titulaire, ingénieur brevet et personnel administratif, les débours des agents étrangers, les frais de traductions, le prix des taxes payables auprès des offices, etc.

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

6.2 Conditions de paiements

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le rappel du numéro de devis du titulaire ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- la référence du présent accord-cadre ;
- le numéro d'engagement ou bon de commande transmis par l'Ecole polytechnique ;
- la référence de dossier de l'Ecole polytechnique (dite référence « gcopex ») et le(s) code(s) pays ;

- la désignation des prestations (y compris le niveau de complexité associé le cas échéant) ;
- les prix hors taxes des prestations ;
- La décomposition du prix HT des prestations dans le cas de prestations non prévues au BPU ;
- Le prix des traductions (hors celles déjà comprises dans les montants forfaitaires des prestations prévues au BPU) ;
- les montant des taxes diverses acquittées en France et à l'étranger ;
- les taux et montant de TVA applicable ;
- le montant total TTC.

Elles sont adressées de manière électronique dans les conditions prévues dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour être en mesure de déposer ses factures, le titulaire devra fournir les informations suivantes :

- le numéro d'identification de l'Ecole polytechnique qui est le numéro SIRET suivant : **19911568400011** ;
- la raison sociale de l'entreprise (ou le nom du propriétaire) ;
- l'adresse commerciale ;
- les références d'inscription au registre du commerce ;
- le numéro d'identification attribué au titulaire par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (N° SIREN) ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro d'engagement juridique correspondant au n° du marché ;
- le code du Service Exécutant (code SE) : **SFACT**.

Ces informations sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des demandes de paiement par le service en charge de son paiement.

Dès lors que la transmission de ses factures est bien prise en compte sur le portail Chorus pro, le titulaire de du marché public ne pourra plus utiliser la facturation papier. Le titulaire ne pourra utiliser de nouveau la facturation papier qu'en cas de dysfonctionnement du système Chorus.

Les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont disponibles directement sur le site « <https://chorus-pro.gouv.fr> ».

■ Périodicité des paiements :

Le régime des paiements intervient à chaque admission des prestations après vérification du service fait.

Le remboursement des taxes figurant sur la demande de paiement intervient après vérification des pièces justificatives transmises par le titulaire conformément à la rubrique « *Pièces justificatives du paiement des taxes* » de l'article 6.2 du présent contrat et sans avance de fonds.

Dans le cas de prestations non prévues au BPU, le titulaire du marché subséquent doit également fournir un justificatif des débours des agents étrangers, le cas échéant.

■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif.

■ Comptable assignataire des paiements :

Agent comptable de l'École polytechnique
École polytechnique
Direction comptable
Route de Saclay
Palaiseau
91128

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

■ Pièces justificatives du paiement des taxes :

Comme indiqué dans l'article 2 du CCTP, en complément de sa demande de paiement, le titulaire remet à l'acheteur les pièces justificatives du paiement des taxes propres aux pratiques en vigueur des différents pays ou sont effectuées les formalités permettant de justifier la nature et le montant des taxes ainsi que la preuve du paiement (récépissé, reçu individuel de l'office de brevets, etc.).

Ces pièces sont transmises par voie électronique au SR2PI.

Si le titulaire est dans l'impossibilité justifiée de transmettre de telles pièces, il devra remettre un état dûment certifié par ses soins attestant du paiement effectif de l'annuité.

7. REALISATION DES PRESTATIONS

7.1 Conditions de réalisation des prestations

■ Réunion de lancement :

Dans le mois suivant la notification du présent accord-cadre le Service de la Recherche Partenariale et Propriété intellectuelle (SR2PI) prendra contact avec chaque titulaire afin d'organiser une réunion de lancement. Cette réunion peut se faire en visioconférence ou en présentiel sur le site de l'Ecole polytechnique.

■ Réunions de suivi annuelles :

Une réunion de suivi doit être organisée par chaque titulaire annuellement. Cette réunion peut se faire en visioconférence ou en présentiel sur le site de l'Ecole polytechnique.

■ Traitement des données :

Le titulaire est autorisé à traiter des données à caractère personnel nécessaire pour la réalisation des prestations conformément aux stipulations du CCTP et présent CCAP, pour le compte de l'Ecole polytechnique.

Les opérations réalisées sur les données à caractère personnel sont la collecte, la lecture, la modification, la suppression, l'édition, la communication, la génération de documents, d'information ou de fichiers numérique, l'extraction, le stockage et l'hébergement.

Ce traitement a pour finalité :

- La fourniture des prestations objet du présent marché ;
- Le stockage et l'hébergement des données à caractère personnel.

Parmi ces dernières, sont traitées :

- Nom, prénom, date de naissance, lieu de naissance et de résidence, la nationalité et le courriel des personnes concernées ;

- Identification et adresse de l'employeur et fonction exercée par les personnes au sein de celui-ci.

Les personnes concernées sont les inventeurs et le personnel du SR2PI.

7.2 Vérification des prestations

■ Opérations de vérification de l'étude :

Par dérogation aux articles 28 et 30 du CCAG, les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au Service Recherche Partenariale et Propriété Intellectuelle (SR2PI) de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG Prestations intellectuelles, l'acheteur dispose d'un délai de deux (2) mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG.

7.3 Développement durable

■ Déplacements :

Le titulaire s'engage à limiter son impact carbone pour les éventuels déplacements vers et sur le site de l'École polytechnique.

Pour se faire, le titulaire privilégie les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transport en commun.

Si l'utilisation des véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides conformes aux normes en vigueur. Ces véhicules relèvent de la vignette Crit'Air1.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur à la date anniversaire de début d'exécution du marché et à tout moment sur simple demande, les justificatifs relatifs aux modes de déplacement utilisés (cartes grises des véhicules avec mention de la catégorie Crit'Air, abonnement, titre de transport...). Lorsque les prestations s'effectuent sur le site de l'Ecole polytechnique, des contrôles pourront être opérés notamment lors de la présence de véhicules ou de personnes.

■ Flux de données :

Le titulaire s'engage à optimiser le poids des documents produits et à privilégier l'usage de serveurs partagés plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mail.

Dans l'éventualité où des documents seraient échangés au format papier, il est demandé au titulaire une optimisation des documents produits dans la mesure où ces derniers sont amenés à être imprimés. En ce sens voici quelques exemples d'optimisation du document : lisibilité équivalente en noir et blanc plutôt qu'en couleur, suppression des aplats de couleur sans plus-values, utilisation de police de caractères « light » ou écologiques (types Ecofont ou équivalent) ou encore une optimisation de la mise en page afin de réduire les marges et espaces et donc le nombre de pages.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

7.4 Autres stipulations

■ Information des personnes concernées et exercice des droits :

Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées, comme stipulé dans l'article 7.1 du présent contrat, disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès de la Direction des achats, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : remy.donfrancesco@polytechnique.edu ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

■ Clause de réexamen et modifications :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation du titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Dans le cadre d'évènements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de **mesures transitoires de prévention et de sécurité**.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour évènements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

■ Bons de commande

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire du marché. Ils précisent parmi les prestations décrites dans le présent contrat, celles dont l'exécution est demandée.

Chaque commande fera l'objet d'un bon de commande établi par le représentant habilité du pouvoir adjudicateur. Les commandes sont établies sur la base des prix de l'annexe financière du titulaire.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que cette disposition est impérative et qu'aucune commande ne devra être honorée si elle est dépourvue de ce bon. Ainsi, toute commande passée par un autre moyen ou visée par un signataire non habilité n'engage pas l'École polytechnique. Toute prestation exécutée sans émission préalable d'un bon de commande ne peut donner lieu à facturation.

Le bon de commande est établi et adressé au titulaire par le SR2PI de l'École polytechnique. Le titulaire doit en accuser réception dans les délais.

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,

- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont le SR2PI de l'École polytechnique. Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au SR2PI, dans un délai de 48 heures à compter de la date de réception de l'ordre de service.

Dans le cas contraire, sans retour du titulaire, le bon de commande est considéré comme accepté et le titulaire doit intervenir dans un délai de 24 heures pour réaliser sa prestation sous peine d'application d'une pénalité de retard telle que prévue à l'article 9 du présent CCAP.

8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1. Obligation de réponse aux marchés subséquents

Les titulaires de l'accord-cadre ont l'obligation de répondre à l'ensemble des marchés subséquents à l'exception des marchés subséquents qui sont attribués à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques en application de l'article R2162-10 du code de la commande publique.

Si le titulaire de l'accord-cadre n'est pas en mesure de répondre à un marché subséquent, il doit informer sans délais l'acheteur en exposant les motifs de sa décision. Ce justificatif doit parvenir par écrit (courriel ou profil acheteur) à l'Ecole polytechnique avant la date limite de remise des offres. À défaut, l'acheteur note un manquement du titulaire à son obligation de réponse.

L'Ecole polytechnique se réserve le droit d'apprécier les motifs exposés afin de considérer la recevabilité de la justification. Si cette dernière est jugée irrecevable, elle est considérée comme une non-réponse et donc un manquement à l'obligation de réponse du titulaire.

En revanche, si ce justificatif est fourni et recevable, alors la non-réponse est considérée comme justifiée, donc comme une réponse.

Les titulaires disposent de trois non-réponses non justifiées sur toute la durée de l'accord-cadre.

Au-delà de trois (3) non-réponses non-justifiées, l'École polytechnique se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article 9.1 du présent contrat ou d'exclure expressément le titulaire fautif de l'accord-cadre dans les conditions fixées à la rubrique *résiliation pour faute* de l'article 9.2 du présent contrat.

8.2. Obligations courantes du titulaire

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. À ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Conflit d'intérêt**

Au titre des prestations, objet du présent contrat, le titulaire, en qualité de conseil en propriété industrielle, s'abstient dans une même affaire de conseiller, assister, représenter des clients, dont le bénéficiaire, ayant des intérêts opposés. Le titulaire peut accepter d'intervenir en tant qu'amiable compositeur.

Le titulaire ne peut pas accepter de traiter des prestations d'un client qui mettraient en cause le secret d'informations préalablement confiées par un tiers.

Le titulaire s'interdit, sauf accord des ayant droits, de remettre en cause devant toutes instances administratives ou judiciaire, la validité intrinsèque d'un titre de propriété industrielle qu'il a lui-même, pleinement et sans réserve, contribué à obtenir pour un de ses clients ; cette interdiction ne s'étend pas à la remise en cause du titre pour en faire constater une déchéance ou la forclusion.

■ **Signalement des incidents**

Le titulaire prévient l'acheteur de tout événement ou fait il a connaissance et de nature à compromettre la bonne exécution des prestations y compris si cet événement sort du périmètre des prestations, mais est susceptible de les impacter.

Le signalement du titulaire doit intervenir dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la connaissance de l'événement.

Lorsque le titulaire en a connaissance par un office ou un correspondant étranger, il apporte à l'acheteur la preuve de la date à laquelle l'information lui a été transmise.

Si le titulaire ne prévient pas l'acheteur de l'incident, les pénalités de retard prévue à l'article 6 du présent contrat peuvent être appliquées.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

8.2 Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont

tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tous ce qui concerne les faits, informations, études et décision ou tout autres dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents. Il est notamment interdit toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur.

En cas de manquement à cette obligation, le pouvoir adjudicateur peut être conduit à résilier l'accord-cadre ou les marchés subséquent en cours, conformément à l'article ??? du présent contrat

■ Mesures de sécurité :

Les prestations s'exécutent dans un lieu où les mesures de sécurité suivantes s'appliquent :

- Contrôle nominatif

Dans le cadre des dispositions prises par le Gouvernement à l'égard des titulaires des marchés intéressant la Défense nationale et en complément aux dispositions de l'article 5.3 du CCAG/PI, le titulaire déclare avoir pris connaissance des éléments suivants :

Les prestations à exécuter se situent dans une enceinte militaire et, de ce fait, intéressent la Défense ; le titulaire doit avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal et des dispositions de l'arrêté du 18 avril 2005 relatif aux conditions de protection du secret et des informations concernant la Défense nationale et la sûreté de l'État dans les contrats. En cas de violation de ces obligations, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir à l'officier de sécurité de l'École polytechnique, dans les 15 (quinze) jours précédant les travaux la liste des personnels de sa société susceptibles d'intervenir sur le site de l'École polytechnique mentionnant :

- le nom et prénoms ;
- la date et lieu de naissance ;
- l'adresse du domicile personnel ;
- la fonction.

Afin d'établir les badges nominatifs des personnels listés, le titulaire s'engage à fournir au bureau sécurité dans les mêmes délais :

- le fichier dématérialisé de la carte d'identité ou du passeport des intéressés ;
- le document CAZ renseigné en version PDF modifiable.

Les personnels se présenteront le jour de leur arrivée sur le site au bureau des badges afin de réaliser celui-ci.

Le port du badge apparent est obligatoire sur le site, les personnes qui n'en seront pas munies ne pourront pas pénétrer sur le site dans le cadre du présent marché.

Le titulaire doit supporter toutes les conséquences d'un refus ou retrait d'accès de la part de l'officier de sécurité de l'École polytechnique sans que celui-ci n'ait à en faire connaître le motif.

- Contrôle d'accès

Le titulaire et le personnel intervenant lors de prestations du présent marché ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande par les services de sécurité de l'École polytechnique, pendant la

durée de l'accord-cadre.

Le titulaire doit supporter toutes les conséquences d'un refus ou retrait d'accès de la part de l'officier de sécurité de l'École polytechnique sans que celui-ci n'ait à en faire connaître le motif.

Le titulaire doit respecter ces mesures et ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix pour ce motif.

9. PENALITES

9.1 Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard	<p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 3000$. Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard</p> <p>Par exception, en cas de non-respect du délai d'exécution prévue à l'article II.2 du CCTP, le(s) titulaire(s) encours une pénalité forfaitaire sans mise en demeure de 300 €.</p>
Pénalité pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	<p>Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG PI, en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles énoncée à l'article 8.2 du présent contrat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 250 €.</p> <p>En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.</p>
Pénalité pour non-respect de la clause environnementale	<p>En cas de non-respects de la clause environnementale prévue à l'article 7.3 du présent contrat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150 €.</p>
Pénalité pour manquement à l'obligation de réponse au marché subséquent	<p>En cas de non-réponse de la part d'un titulaire de l'accord-cadre à la passation de marché subséquent, il encourt une pénalité forfaitaire de 150 € sans mise en demeure. Cette pénalité est majorée de 100 € pour chaque nouveau manquement.</p>
Pénalité en cas de non-remplacement d'un intervenant dans les délais	<p>En cas de non-remplacement d'un intervenant dans les conditions de l'article 1.6 « <i>Dispositions particulières pour le personnel du titulaire</i> » du titre 2 du présent contrat, le titulaire encourt une pénalité sans mise en demeure de 150 € par jours calendaire dans la limite de 15 jours, puis si aucun remplacement n'a été fait le 16^{ème} jour, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 250 €.</p>
Pénalité pour retard dans la remise de document	<p>En cas de retard dans la remise de documents prévue dans le CCTP et ses annexes, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 80 € majoré de 30 € par jours de retard.</p>

9.2 Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 27 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent, ou en cas de non-respect de leurs stipulations contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 39.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Versailles
56 avenue de Saint Cloud
Versailles
78011 Versailles

Téléphone : 0139205400
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Site internet : <http://ta-versailles.juradm.fr>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

10. FIN DU CONTRAT

■ **Arrêt de l'étude :**

En application de l'article 22 du CCAG Prestations intellectuelles, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet de chaque marché subséquent.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du marché subséquent.

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

À tout moment l'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 3 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire n'est pas indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées.

La décision de résiliation de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent est notifié au(x) titulaire(s). La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou à défaut, à la date de notification de la décision.

■ **Utilisation des résultats de l'étude :**

Par dérogation à l'article 35 du CCAG Prestations intellectuelles, les résultats obtenus dans le cadre de l'étude font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit de l'acheteur. Le titulaire ne peut pas utiliser les résultats pour ses propres besoins notamment à des fins commerciales.

Les parties déclarent que les dispositions du présent articles demeurent en vigueur après cessation de l'accord-cadre et des marchés subséquents, pour quelque cause ce soit et notamment en cas de résiliation prévue au présent contrat.

La cession des droits de propriété intellectuelle est effectuée sans limite géographique pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle, telle que reconnue par les lois présentes ou futures, pour une exploitation directe ou indirecte par l'Ecole polytechnique sans restriction.

Les droits cédés comprennent :

- Pour le droit de reproduction :
 - Le droit de reproduire ou faire reproduire tout ou partie des éléments cédés, sur tout support, notamment papier, magnétique, numérique, CD-Rom, DVD ou tout autre support informatique ou électronique, connu ou inconnu, actuel ou futur et ce sans limitation de nombre.
- Pour le droit d'adaptation :
 - Le droit d'adapter, de faire adapter tout ou partie des éléments cédés, de droit de les corriger, faire évoluer, réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de les maintenir, décompiler, mixer, modifier, assembler, transcrire, arranger, numériser, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, utiliser les algorithmes à toutes fins, les transcrire en tout ou partie, sous toute forme, amputer, condenser, étendre, d'un intérêt tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir et ce sur tout support ;
 - La traduction ou toute autres modifications des éléments cédés, en tout ou partie, en toute langue, langage de programmation et la reproduction des éléments cédés.
- Pour le droit de représentation :
 - Le droit, pour tout ou partie des éléments cédés, de diffuser ou de faire diffuser, de quelques manières que ce soit, par tout procédé, quel qu'il soit, connu ou inconnu à ce jour, et notamment par tous les réseaux de télécommunication, actuel ou futurs, par tout moyen de télédiffusion, et ce, sur tout support, en tout format, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers ou organisme.
- Pour le droit de distribution :
 - La mise sur le marché à titre onéreux ou gratuit, y compris la location et le prêt des éléments cédés, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support, connu ou inconnu à ce jour, et ce, quelle qu'en soit la destination, pour tout public sans limitation.
- Pour le droit d'usage :
 - Le droit de faire usage et d'exploiter, à titre personnel ou au bénéfice de tiers, à titre onéreux ou gratuit, les éléments cédés, aux fins d'effectuer toute forme de traitement à quelque titre que ce soit.

■ Langue de travail

Les documentations relatives à l'accord-cadre et aux marchés subséquents, sont rédigées en langue française et le cas échéant et d'un accord commun, en langue anglaise.

■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

TITRE 2 DISPOSITION PROPRES AUX MARCHES SUBSEQUENTS

Les clauses spécifiées au titre 1 du présent document, s'appliquent également pour les marchés subséquents dont les dispositions sont définies au présent titre 2.

1. DISPOSITIONS GENERALES DES MARCHES SUBSEQUENTS

1.1 Objet des marchés subséquents

La description des besoins de chaque marché subséquent est précisée dans le règlement ou la lettre de la consultation de chaque marché subséquent.

Les marchés subséquents ont pour objet, « *Les Prestations de conseil et dépôt de brevets, de paiement des annuités et des taxes de maintien diverses pour les brevets relevant des disciplines scientifiques : Biologie, Mathématiques, Optique, Électronique, Mécanique ; Chimie, Physique, Instrumentation, Informatique, Robotique* ».

1.2 Durée des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont conclus pour une durée de validité allant de leur notification, jusqu'à l'acceptation de la totalité des livrables associés soit une durée de 6 mois.

Le marché subséquent ne devient définitif et exécutoire qu'après avoir été notifié au titulaire par le bénéficiaire.

Les marchés subséquents, notifiés pendant la période de validité de l'accord-cadre, sont exécutés jusqu'à leur terme. L'exécution d'un marché subséquent peut se prolonger au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre, sous réserve de ne pas porter atteinte à l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

La durée prévue s'entend période de congés annuels comprises. Aucune neutralisation n'est effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire (ou cotraitant).

1.3 Montant des marchés subséquents

Le montant est indiqué dans l'acte d'engagement correspond aux prix indiqués dans le BPU initial de l'accord-cadre.

Concernant les taxes des offices de dépôts et les taxes de protections nationales et internationales, elles sont facturées au titulaire dans le cadre de sa mission. L'actualisation se fait à tout moment, par transmission à l'École polytechnique, de la part du titulaire, d'un bordereau de prix actualisé en fonction du changement des taxes opéré par ces offices.

1.4 Prix et règlement des marchés subséquents

■ Prix des prestations :

Le prix des prestations standards sur lequel s'engage le titulaire est forfaitaire : il comprend les honoraires des ingénieurs brevets et du personnel administratif du Titulaire, ainsi que les débours des agents étrangers et d'éventuelles frais de traductions de lettre officielles ou d'autres documents. Il ne comprend pas les frais de traduction des demandes de brevets (y compris les revendications) ni le prix des taxes payables auprès des offices. Ces prix seront indiqués à part.

Il appartient bien cependant au Titulaire de faire réaliser les traductions des demandes et de payer les taxes auprès des offices pour toutes les prestations concernées.

Le prix peut dépendre du niveau de complexité de la prestation. Le cas échéant, le Titulaire propose une classification à l'Ecole polytechnique en fonction de son analyse. Cette proposition doit être argumentée. Pour la prestation de rédaction d'une demande prioritaire, l'Ecole polytechnique peut donner des

indications dans le cahier des charges du marché subséquent. Si l'Ecole polytechnique ne partage pas cette proposition, une discussion s'engage et elle doit conduire à un compromis.

■ **Processus de facturation :**

Dès que possible, le Titulaire transmet un devis à l'Ecole polytechnique pour chaque prestation à venir ou en cours. Le devis contient les éléments suivants :

- Un numéro de devis unique du Titulaire ;
- La référence de dossier de l'Ecole polytechnique et la référence dite référence « gcopex » ainsi que le(s) code(s) pays ;
- La désignation des prestations (y compris la classification proposée le cas échéant) et toute précision utile (numérotation et délai officiel de réponse pour les lettres officielles par exemple) ;
- Le prix hors taxes des prestations ;
- La décomposition du prix HT des prestations dans le cas de prestations non prévues au BPU ;
- Le prix des traductions (hors celles déjà comprises dans les montants forfaitaires des prestations prévues au BPU) ;
- Le montant des taxes diverses acquittées en France et à l'étranger ;
- Les taux et montant de TVA applicable ;
- Le montant total TTC.

L'Ecole polytechnique, après validation du devis et réalisation du processus de commande, transmet un numéro d'engagement juridique (EJ) au Titulaire.

Dès que la prestation est terminée, le Titulaire dépose la facture sous chorus pro, sur la base du numéro d'EJ, et transmet à l'Ecole polytechnique les justificatifs afférents.

■ **Instruction de facturation et modification des instructions :**

L'Ecole polytechnique communiquera au Titulaire, pour chaque nouveau dossier, les quoteparts de propriété détenues par d'éventuels copropriétaires des demandes et les conditions de facturations aux différents copropriétaires des prestations effectuées dans le cadre du marché. Lorsque l'Ecole polytechnique est Mandataire Unique pour le compte d'autres propriétaires académiques, elle prendra en charge les frais correspondants.

Au cours de la vie du brevet, les modes de facturation peuvent évoluer : partage des frais brevets entre copropriétaires, prise en charge des frais par le licencié, etc. L'Ecole polytechnique notifiera ces changements au Titulaire, qui les prendra en compte dans les meilleurs délais. Ces changements ne pourront pas être facturés, ni amener des surcoûts pour l'Ecole polytechnique ou les tiers payeurs.

1.5 Modalités d'exécution

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins pendant toute la durée du marché subséquent au moyen de bons de commande adressés au titulaire, sur la base du devis transmis par le titulaire.

Les devis comportent les éléments suivants :

- Un numéro de devis unique du Titulaire ;
- La référence de dossier de l'Ecole polytechnique (dite référence « gcopex ») et le(s) code(s) pays ;
- La désignation des prestations (y compris la classification proposée le cas échéant) et toute précision utile (numérotation et délai officiel de réponse pour les lettres officielles par exemple) ;
- Le prix hors taxes des prestations ;
- La décomposition du prix HT des prestations dans le cas de prestations non prévues au BPU ;
- Le prix des traductions (hors celles déjà comprises dans les montants forfaitaires des prestations prévues au BPU) ;
- Le montant des taxes diverses acquittées en France et à l'étranger ;
- Les taux et montant de TVA applicable ;
- Le montant total TTC.

Les devis sont transmis à l'acheteur à une adresse mail communiquée ultérieurement.

L'acceptation des devis se matérialise par l'établissement des bons de commande correspondant par l'École polytechnique et signés par le représentant du service de la Recherche Partenariale et de la Propriété Intellectuelle (SR2PI) ou son représentant, qui les transmet au titulaire.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que cette disposition est impérative et qu'aucune commande ne devra être honorée si elle est dépourvue de ce bon. Ainsi, toute commande passée par un autre moyen ou visée par un signataire non habilité n'engage pas l'École polytechnique. Toute prestation exécutée sans émission préalable d'un bon de commande ne peut donner lieu à facturation.

Chaque bon de commande doit mentionner à minima :

- Nom et adresse du titulaire ;
- Les références de l'accord-cadre ;
- Les références du marché subséquent ;
- Numéro et date du bon de commande ;
- Adresse de facturation si elle diffère de celle prévue à l'accord-cadre ;
- La référence de dossier de l'Ecole polytechnique (dite référence « gcopex ») et le(s) code(s) pays ;
- Le rappel du numéro de devis unique du Titulaire ;
- La désignation des prestations ;
- Le prix forfaitaire HT ;
- Le montant total HT et TTC de l'ensemble des prestations du bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délais de 48 heures maximum à compter de la date de notification du bon de commande. Passer ce délai le titulaire est engagé à exécuter la commande aux conditions définies par le bon de commande.

Si les observations du titulaire sont reconnues fondées par le SR2PI, elles font l'objet d'un rectificatif au bon de commande.

1.6 Dispositions particulières pour le personnel du titulaire

■ Remplacement des personnels à l'initiative du titulaire :

Par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG, dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 15 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire communique impérativement les motifs de ces changements, ainsi que le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant. Il informe l'acheteur de la nouvelle organisation et prend toutes les dispositions nécessaires afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire doit obligatoirement présenter un collaborateur avec un profil équivalent à son offre.

L'acheteur vérifie l'adéquation du profil et des compétences au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences indiqués. Celui-ci désigne alors au bénéficiaire, dans les plus brefs délais, une personne de compétence équivalente.

Le remplaçant est considéré comme accepté si l'acheteur ne le récuse pas dans un délai de 5 jours à compter de la réception de la communication mentionnée ci-dessus. Si l'acheteur récuse le remplaçant, et par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG, le titulaire dispose de 1 jour pour désigner un autre remplaçant et en informer l'acheteur.

Le titulaire déclare faire son affaire de tout litige avec son personnel ou son sous-traitant qui trouverait son origine dans un refus d'agrément ou une décision de remplacement.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché subséquent peut être résilié pour faute du titulaire.

2. DISPOSITIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

2.1 Consultation des titulaires de l'accord-cadre

■ Processus de remise en concurrence :

La passation des marchés subséquents est effectuée après mise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre à la survenance du besoin au profit du Pouvoir adjudicateur concernant les prestations stipulées à l'article II.2 du CCTP et précisé dans ses annexes.

Seuls les titulaires de l'accord-cadre sont consultés dans le cadre des mises en concurrence.

■ Modalités de passation des marchés subséquents

Pour chaque marché subséquent, un dossier de consultation est adressé aux titulaires de l'accord-cadre. Ce dossier est transmis aux titulaires sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Chaque marché subséquent est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous :

- Le règlement de la consultation (RC) ou lettre de consultation,
- Le cahier des clauses particulières (CCP) propre au marché subséquent,
- L'acte d'engagement du marché subséquent.

Le délai de remise des offres est indiqué au règlement ou à la lettre de la consultation. Il est calculé en fonction de la complexité du marché subséquent et ne peut pas être inférieur à 7 jours ouvrés.

■ Absence de réponses aux marchés subséquents :

En cas de non-réponse à un marché subséquent, le titulaire concerné doit fournir un justificatif expliquant les conditions de l'absence de réponse par écrit afin de justifier de son impossibilité de remettre une offre, dans les conditions fixées à l'article 8.1 du titre 1 du présent contrat.

■ Offres multiples :

Les offres multiples sont interdites. Une offre multiple consiste à faire plusieurs propositions en réponse à un ou plusieurs éléments obligatoires constitutifs du marché subséquent.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut proposer qu'une seule offre par marché subséquent.

2.2 Modalité d'attribution des marchés subséquents :

■ Modalités de remise des offres :

Afin de répondre aux marchés subséquents, les titulaires de l'accord-cadre doivent adresser leur offre sur la plateforme des achats de l'État (PLACE).

L'offre doit être composée des éléments suivants :

- L'acte d'engagement du dossier de consultation dûment complété ;
- L'offre de prix ;
- L'offre technique (qui précise le CPI affecté au dossier et les délais de réalisation de la prestation) ;

L'offre technique du titulaire ne peut être d'un niveau de qualité inférieur à celle figurant dans l'accord-cadre. Elle doit à minima, répondre au cahier des charges du marché subséquent. Le titulaire peut apporter à son offre technique, tous compléments nécessaires à la bonne appréciation de sa réponse

■ **Jugements des offres et titulaire du marché subséquent :**

L'attribution du marché est réalisée dans les conditions précisées dans le règlement de consultation propre à chaque marché subséquent et sur la base des éléments suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. CPI affecté et méthodologie : 50%	CPI affecté à la prestation et présentation de la méthodologie
2. Prix : 30%	Prix de la première prestation confiée dans le cadre du marché subséquent
3. Délai : 20%	Délai de réalisation de la première prestation confiée dans le cadre du marché subséquent

Les marchés subséquents sont attribués au titulaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse.

■ **Déclaration sans suite :**

L'acheteur se réserve le droit de déclarer la procédure de passation d'un marché subséquent sans suite sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par les titulaires de l'accord-cadre.

Les titulaires de l'accord-cadre sont informés via la plate-forme des achats de l'Etat par l'acheteur de l'acceptation ou du rejet de leurs offres.

Le pouvoir adjudicateur peut déclarer la procédure de passation du marché subséquent sans suite sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par les titulaires de l'accord-cadre.

Les titulaires de l'accord-cadre sont informés via la PLACE du rejet de l'offre ou de la notification.

Liste des dérogations au CCAG Prestations intellectuelles :

La rubrique *Opération de vérification de l'étude* de l'article 7.2 du titre 1 du contrat, déroge aux articles 28 et 30 du CCAG

La rubrique *Pénalités* de l'article 9.1 du titre 1 du contrat déroge à l'article 14.2 du CCAG

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 10 du titre 1 du contrat déroge à l'article 40 du CCAG

La rubrique *Utilisation des résultats de l'étude* de l'article 10 du titre 1 du contrat déroge à l'article 35 du CCAG

La rubrique *Bon de commande* de l'article 7.4 du titre 1 du contrat déroge à l'article 3.8 du CCAG

La rubrique *Dispositions particulières pour le personnel du titulaire* de l'article 1.6 du titre 2 du contrat déroge à l'article 3.4.2 du CCAG



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Légifrance)
[CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021](#)